



Métropole insoumise, résiliente et solidaire

SERVICE APRÈS-VOTE

2020-21



Rapport d'activité de vos élus
première année de mandat

SOMMAIRE

	page
02. Notre activité	3
03. Agissons ensemble	5
04. Paroles d'élus	6
04.1. Laurent Legendre	7
04.2. Idir Boumertit	9
04.3. Moïse Diop	11
04.4. Florestan Groult	13
05. Prochains défis	15
06. Remerciements	16

NOTRE ACTIVITÉ

Les élus de notre groupe siègent, comme tous les élus métropolitains, dans diverses instances métropolitaine. L'essentiel du travail des sessions est fourni dans les commissions thématiques (7 en tout, soit deux par élu à l'exception de Florestan Groult, qui préside la commission Proximité, Environnement et Agriculture). Celles-ci permettent aux élus de débattre et d'amender les délibérations ensuite votées au Conseil de la Métropole (public) ou en Commission Permanente (à huis clos).

Au-delà de ces sessions métropolitaines, chaque élu représente également la Métropole dans diverses institutions locales ou régionales. Et, conformément à notre ADN politique, nos élus attachent une importance particulière à relayer et soutenir les luttes citoyennes, militantes ou syndicales sur le territoire métropolitain.

QUELQUES CHIFFRES



Sur le terrain

En session

Dans les luttes

Représentant le Grand Lyon dans des institutions externes ou internes

16

(Collèges, Hôpitaux, SAGYRC, Agence d'Urbanisme, SYTRAL...)

29

interventions en séance plénière

du Conseil de la Métropole ou en Commission Permanente

34

kilomètres parcourus

dans les manifestations en soutien aux salarié-e-s ou en défense des libertés

2

livrets de réflexion et de propositions issus d'enquêtes et des groupes de travail.

(sur la Zone à Faibles Émissions et le monde associatif)

372

heures de visioconférence

3

collectifs d'associations soutenus dans leur combat pour mettre à l'abri des jeunes exilés (Mineurs Non Accompagnés - MNA).

27

réunions de groupes de travail, avec des élu-e-s, des acteurs économiques, associations, agents métropolitains...

1136
délibérations

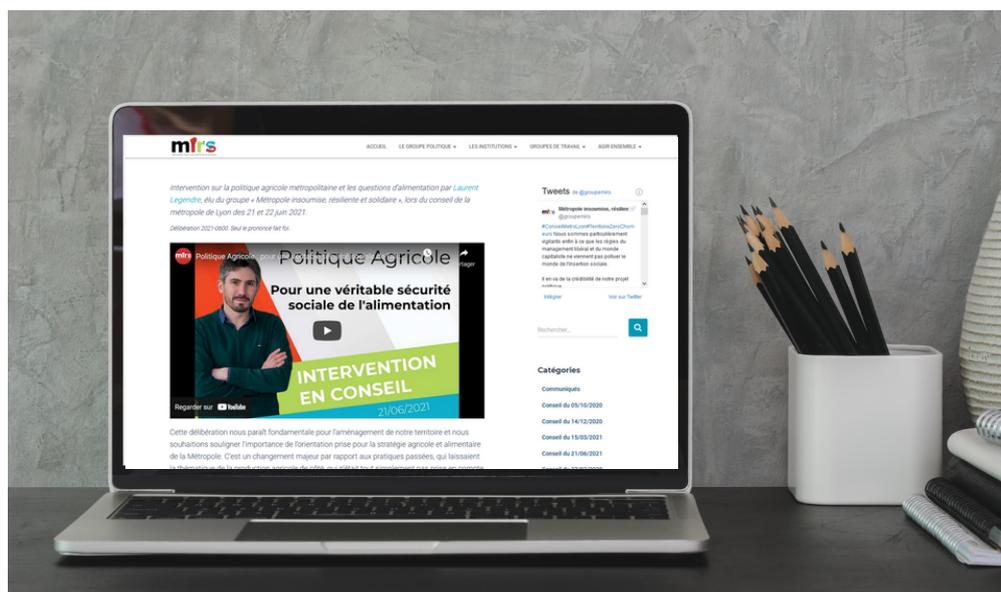
étudiées en commission puis votées (ou pas) en séance.



Notre travail va bien entendu au-delà de ces simples chiffres. Il répond à une réflexion collective et s'inscrit dans le cadre [des 12 axes prioritaires](#) définis en 2019 par le Comité Métropole de la France Insoumise. Ceux-ci nous servent de boussole et infusent dans l'ensemble de nos prises de position, de décision et d'action. Si vous voulez en apprendre plus sur ces 12 axes et sur toutes nos actions depuis le jour de notre élection, cette page est faite pour vous !

Où retrouver l'intégralité de notre travail d'élus métropolitains ?

Vous pouvez vous rendre sur notre site web www.groupe-mirs.fr



**100 %
collectif**

(Rejoignez les groupes de travail et participez avec nous à l'élaboration de nos propositions)

Vous y trouverez en un seul endroit l'ensemble de notre activité politique. Vous pourrez retrouver depuis le premier jour de notre mandat nos prises de position, le compte-rendu de nos efforts et participer via nos groupes de travail à l'action collective.

Agenda

- Les prochaines dates importantes dans la vie du groupe

Interventions

- Le texte et les vidéos de nos interventions en séance

Communiqués

- L'ensemble de nos communiqués de presse

Groupes de travail

- Les différents groupes de travail militants et leurs rapports

Institutions

- La vie des institutions dans lesquelles nous siégeons

Live

- Suivre en direct vidéo les séances du Conseil de la Métropole



Retrouvez-nous également sur les réseaux sociaux

@groupe-mirs

AGISSONS

ENSEMBLE

Nous ne concevons pas l'action politique comme une œuvre abstraite, déconnectée du réel et de la vie des citoyen·ne·s. Bien que très en phase avec la réalité par nos engagements militants, syndicaux ou professionnels, nous ne sommes que 4 élus, et ne pouvons prétendre à nous seuls connaître toutes les situations et tous les points de vue. Nous avons besoin d'une base militante forte et impliquée pour mener à bien nos missions en tant qu'élus. Voici trois pistes pour que nous puissions agir, ensemble.

01. Rejoindre un groupe de travail

Rejoindre un groupe de travail, c'est participer à la réflexion et à l'élaboration de propositions nouvelles, en cohérence avec l'Avenir en Commun et les principes que nous défendons. Il en existe sur plusieurs thématiques et il ne tient qu'à vous de nous en proposer de nouvelles.

 <http://www.groupepems.fr/agir-ensemble/rejoindre-un-gt/>

02. Participer aux luttes

Nous attachons une importance particulière à relayer et soutenir les luttes citoyennes, militantes ou syndicales sur le territoire métropolitain. Vous pouvez nous y aider en y participant vous aussi, ou en en portant de nouvelles à notre connaissance.

 <http://www.groupepems.fr/agir-ensemble/luttes/>

03. Relayer les positions du groupe

Parfois, il est difficile d'être audible à 4 dans une assemblée de 150 élu·e·s. C'est pour cela qu'il est important de pouvoir bénéficier d'une caisse de résonance, que ce soit sur les réseaux sociaux ou dans toutes les instances consultatives dans lesquelles les militants peuvent faire entendre leurs positions.

  &  @groupepems

Un groupe d'élue·s, c'est bien sûr l'émanation d'un collectif, un travail de collaboration permanente entre élu·e·s et militant·e·s, entre élu·e·s mêmes et avec tous les autres corps de la société. Mais un groupe d'élue·s, c'est aussi des individualités, avec chacune leur sensibilité, leur bagage politique ou professionnel. Il n'y a pas deux élu·e·s identiques, et c'est ce qui fait la richesse d'un groupe.

Le débat, la confrontation d'idées parfois contraires, parfois complémentaires, fait avancer la réflexion politique de l'ensemble du groupe. Dans cette partie, nous avons souhaité laisser chacun de vos élus brosser le portrait de cette première année de mandat avec ses mots, son expérience et ses points de vue.

Retour sur 1 année de mandat pas tout à fait comme les autres à travers le regard de Laurent Legendre, Idir Boumertit, Moïse Diop et Florestan Groult.

PAROLES

D'ÉLUS

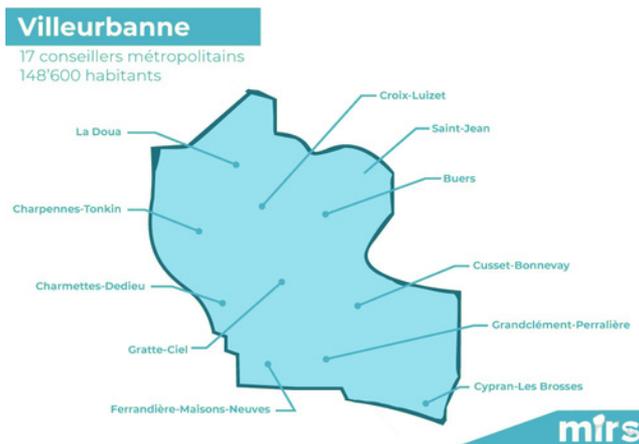
LAURENT LEGENDRE

Conseiller métropolitain de Villeurbanne

Président du @groupemirs

Dans quel contexte s'est déroulée cette première année de mandat dans le groupe et au sein de la majorité métropolitaine ?

Laurent Legendre : Il est important d'abord de souligner que le travail du Comité Métropole en amont des élections nous a permis de nous connaître et de travailler ensemble avant d'être élus, et que notre groupe de 4 a tout de suite pu se mettre au travail fort des mois précédents. Cela a été essentiel dans la mise en place au début du mandat, d'être ancré solidement et d'être solidaire entre nous. Ensuite, nous avons subi une année de crise sanitaire comme tout le monde, ce qui a compliqué la tâche de lien humain avec les élus des autres groupes politiques de la majorité.



Mon rôle de président de groupe est un rôle charnière

dans le fonctionnement de cette majorité avec les écologistes, les socialistes et les communistes. Nous avons régulièrement des réunions de présidents de groupes sur différents sujets : l'organisation de séminaires de la majorité (3-4 par an), la préparation des séances publiques, la réaction aux sujets d'actualités, l'anticipation de points de désaccords sur des votes différents sur les délibérations...

Au sein de cette nouvelle équipe, retenir-vous une réussite particulière pour cette première année?

L.L. : La gratuité partielle des transports en commun pour les plus précaires. Cela permet de rappeler que la billetterie ne représente que 20% des recettes du SYTRAL* et que le financement des transports en commun dépend surtout du Versement Mobilité (VM) et des subventions des collectivités. On progresse !

Pour autant, nous devons améliorer le travail des élus avec les militants et les sympathisants. Nous l'avons fait ponctuellement par des réunions en visioconférence et des ateliers militants, mais nous avons besoin de soutien en tant qu'élus pour améliorer notre impact sur les choix politiques de la majorité verte et rouge.

En plus du travail en commission et au Conseil de la Métropole, exercez-vous d'autres missions en tant qu'élus métropolitain ?

L.L. : Je sié debate dans différents organismes pour représenter la Métropole dans certaines instances. Il y a d'abord bien sûr le SYTRAL qui supervise la politique de transports en commun sur le territoire. Il y a plusieurs sujets d'ampleur qui nécessitent beaucoup d'investissements pour anticiper des échéances importants : fin du contrat de délégation de service public à Kéolis, lancement de 3 nouvelles lignes de tramway et de plusieurs lignes de Bus à Haut Niveau de Service, élargissement du périmètre de l'établissement public SYTRAL au Nouveau Rhône... ce sont des sujets importants dans lesquels le quotidien des habitants peut vraiment changer, comme on l'a vu au début du mandat avec la gratuité partielle pour les plus précaires.

Je suis aussi membre du Conseil d'Administration au Centre Régional de Coordination des Dépistages des Cancers. Il s'agit de sié debate quelques réunions annuelles et de faire le lien avec le Vice-président à la santé, Pascal Blanchard. Le financement de la prévention et du dépistage des cancers sont largement à améliorer pour les prochaines années, que ce soit par la Métropole, la Région ou l'État.

*SYTRAL = Syndicat Mixte des transports pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise

Et comme les autres conseillers, je suis membre du Conseil d'Administration d'un collège, en l'occurrence le collège Jean Jaurès à Villeurbanne. Les difficultés liées au surpeuplement du collège et à la crise sanitaire sont criantes et notre présence dans les Conseils d'Administration sont appréciés. Par exemple, nous avons mis en place la gratuité des transports en commun pour les sorties scolaires des collégiens, et l'information est toujours importante à rappeler dans ces instances pour qu'elle soit suivie d'effet.

Quels sont les grands défis que vous envisagez pour cette deuxième année de mandat ?

Nous avons plusieurs chantiers en cours et des groupes de travail multiples sont actifs : ZFE, MNA, TCL, déchets...*

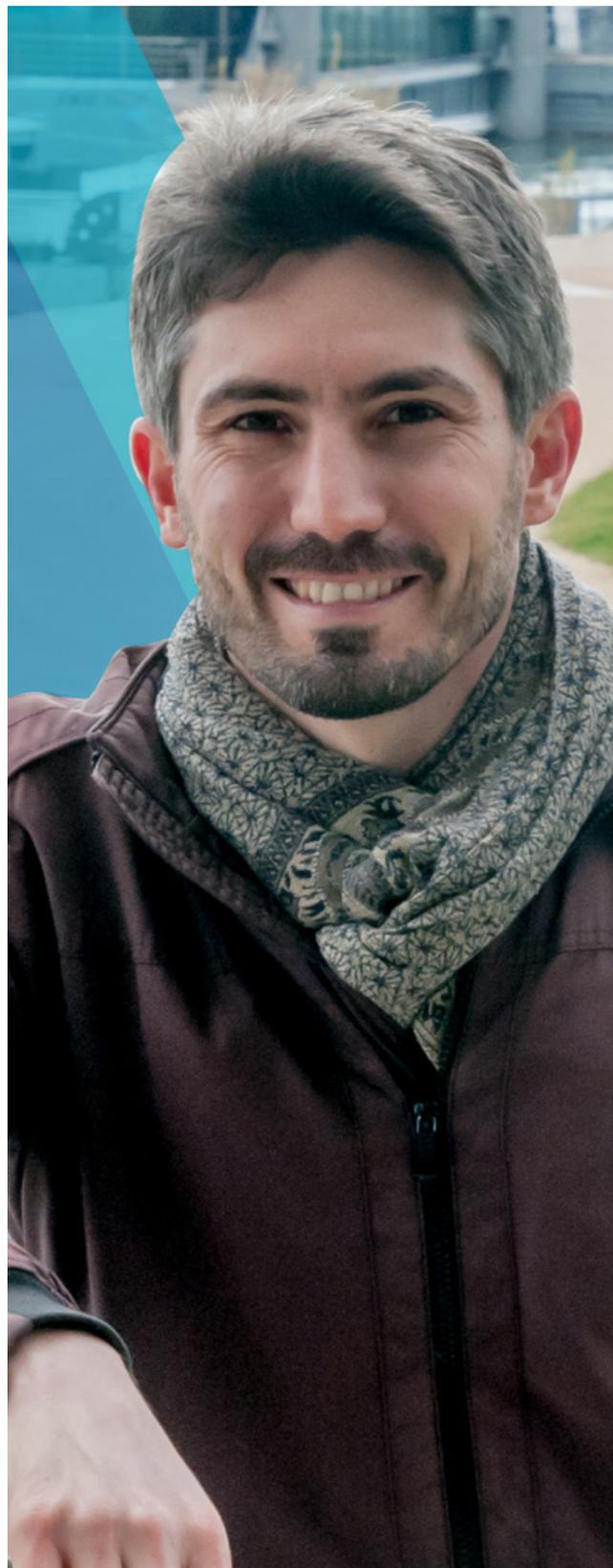
Je crois que nous pouvons agir et influencer sur la réquisition de logements vides et la mise à l'abri. Il y a beaucoup de souffrance et de précarité qui pourraient être évitées avec des moyens financiers et humains sur le droit au logement, et il faut continuer à pousser fort les immobilismes structurels de la précédente majorité.

Nous souhaitons aussi déployer des solutions d'autopartage et des aides sociales à la mobilité pour ne pas laisser la ZFE monter en puissance comme une contrainte socialement injuste sans découplé possible pour changer notre manière de nous déplacer au quotidien.

« Le rôle d' élu est une corde supplémentaire [...], mais il s'agit surtout de savoir activer les leviers quel que soit notre rôle, élu, militant syndical, militant associatif, etc.... »

Est-ce que ce premier mandat a changé ta vie militante ?

La politique avait déjà une place importante, mon engagement depuis 10 ans dans la lutte anticapitaliste, pour la transition sociale et écologique et pour une Constituante est intact. Le rôle d' élu est une corde supplémentaire pour faire bouger les choses, mais il s'agit surtout de savoir activer les leviers quel que soit notre rôle, élu, militant syndical, militant associatif, etc... Cette première année de mandat montre sans surprise la complexité des structures et des cadres institutionnels plutôt figés, alors que nous avons besoin d'être en mouvement pour transformer notre environnement de manière urgente. C'est à cela qu'il faut travailler : faire bouger les lignes. Notre action est bien inscrite dans ce sens depuis 1 an.



*ZFE = Zone à Faibles Emissions | MNA = Mineurs non accompagnés | TCL = Transports en commun de Lyon

IDIR BOUMERTIT

Conseiller métropolitain des Portes du Sud
Membre de la Commission Permanente

Dans quelle ambiance politique avez-vous vécu cette première année de mandat ?

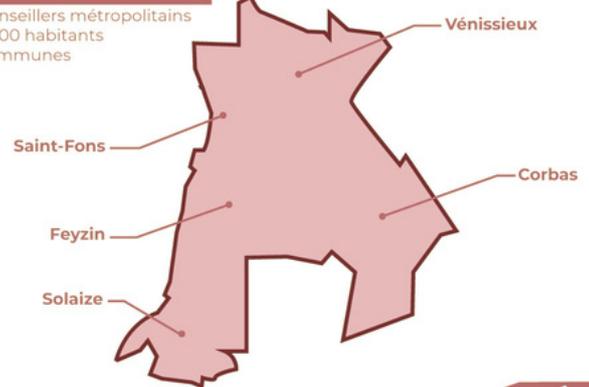
Idir Boumertit : Cette première année de mandat a été marquée du sceau de la Covid 19. On a beaucoup travaillé via les visioconférences ou visioréunions, ce qui n'est pas - pour moi - le meilleur moyen pour se connaître, tisser des rapports et avancer ensemble. C'est pourquoi, je considère, que nous n'avons pas encore pu engager véritablement l'action pour laquelle nous avons été élu, hormis quelques opérations importantes et visibles particulièrement dans les champs de la mobilité urbaine et de la végétalisation de l'espace public.

Cependant, la méthode de travail mise en place,

qui reste perfectible, a permis de négocier un rééquilibrage de la programmation pluriannuelle des investissements en faveur de l'Est lyonnais, qui est la principale aire de développement de notre agglomération. Enfin, il y a encore à faire pour trouver l'articulation optimale entre élus métropolitains représentant de la Métropole dans chaque Conférence Territoriale et autorités municipales. Le chantier est néanmoins engagé dans le cadre du déploiement en cours du Pacte de Cohérence métropolitain.

Portes du Sud

11 conseillers métropolitains
110'200 habitants
5 communes



mîrs

Quel bilan tirez-vous de votre participation aux séances de travail du conseil de la Métropole ?

I.B. : Pour le moment, ce n'est pas le temps du bilan, juste celui du travail. Je considère que sur certains sujets (association, politique de la ville, habitat, insertion...) La France Insoumise a proposé d'aller plus loin, plus vite et plus fort. J'attends l'ouverture des discussions sur ces sujets. Je suis persuadé que nos partenaires nous entendront, et que nous renforcerons nos actions pour plus de participation en lien direct avec la société civile dans sa diversité.

Comment se passe le travail dans la majorité ?

I.B. : Nous sommes dans une phase d'apprentissage du « bien travailler » ensemble et de maîtrise de cette énorme machine métropolitaine. C'est une étape décisive. Elle doit consolider les rapports de coopération entre membres de la majorité, et maintenir un pilotage politique fort face au pouvoir technico-administratif, très puissant à la Métropole de Lyon. C'est une exigence de notre mouvement: une gouvernance démocratique forte et partagée.

Est-ce qu'il y a une mesure, une délibération, une action de cette nouvelle majorité dont vous êtes particulièrement fier ?

I.B. : L'expérimentation du Revenu Solidaire Jeunes mérite toute notre attention. Nous souhaitons que ce soit une anticipation d'une mesure qui devrait être de niveau national. Les jeunes, on y pense tous les jours. Mais les anciens aussi, nous ferons des propositions les concernant dans l'année qui vient. Car il ne faut pas oublier que la Métropole de Lyon, en prenant l'ensemble des compétences d'un département, est devenue cheffe de file de l'action sociale sur son territoire.

A contrario, avez-vous un regret sur cette première année de mandat, un combat que vous n'avez pas réussi à mener ?

I.B. : Le travail ne fait que démarrer. Tout ne se peut se faire en un jour. Pas de regret, un positionnement positif et combatif, l'ADN des Insoumis. Les premiers arbitrages financiers en investissement comme en fonctionnement doivent être retravaillés pour mettre plus de moyens sur la politiques de l'habitat et du logement au risque de ne pas atteindre nos objectifs en termes de production de logements sociaux, ou

en matière de réhabilitation, restructuration ou construction de collèges dans une métropole qui connaît une dynamique démographique. En matière de Politique de la Ville, il n'y a actuellement pas de moyens de fonctionnement significatifs dédiés à la hauteur des besoins. Il faut donner corps et sens à cette compétence métropolitaine et faire le lien entre l'urbain et le social pour les quartiers populaires. Les idées de la France Insoumise doivent infuser. Nous ne sommes pas et nous ne serons pas une force d'appoint. Nous sommes dans la majorité pour réaliser nos engagements.

Après 1 an d'exercice de votre mandat, comment voyez-vous la suite ? Quels sont les grands chantiers que vous entendez relever pour l'année à venir ?

I.B. : Je porte l'attention – au risque de me répéter- sur trois points qui ne sont ni exhaustifs ni exclusifs, mais qui sont des marqueurs pour la France Insoumise :

– d'abord, la montée en charge sur le logement qui doit s'accélérer si l'on veut apporter des solutions aux habitants sur ce sujet crucial

– ensuite, le renouvellement et le renforcement des moyens et objectifs alloués à la Politique de la Ville. On arrive à l'étape de renégociation des Contrats de Ville (2015-2022). Il y a une occasion à saisir ;

– enfin, je souhaite que la Métropole poursuive vers de nouveaux liens avec les associations et les citoyens notamment les jeunes. C'est pourquoi nous avons proposé des assises métropolitaines (biennales) de la jeunesse. Il y a une rupture, révélée de nouveau par l'abstention aux dernières élections, avec toute une partie de notre population. Il faut le combler en travaillant dans la durée.

Ces 3 objectifs concrets doivent mobiliser particulièrement la France Insoumise, car leurs effets pourront être ressentis par la population dans le mandat, et permettront d'agir sur le réel et le quotidien. Le temps de l'urbain est plus long, même s'il ne faut rien lâcher là-aussi sur nos engagements.

Concrètement, comment essayez-vous, en tant qu' élu, d'avoir un impact sur la vie de vos concitoyens ?

I.B. : Je suis un élu de proximité. J'accorde un temps important à aller au contact dans les associations, sur le terrain, dans les événements. C'est ce qui me permet de dire tranquillement que certains sont oubliés ou ignorés, alors qu'ils sont là dans l'attente que suite soit donnée à leurs propositions et projets. Cela me permet aussi de prioriser les sujets d'intervention, car c'est en améliorant le quotidien (propreté, sécurité, partenariat de confiance avec les associations citoyennes...) que l'on a un impact sur la vie de nos concitoyens. Il faut une constatation factuelle des changements par les gens, la preuve que nous travaillons pour eux aussi dans le court terme.

Comment améliorer cet impact et renforcer les relations avec les citoyen·ne·s ?

I.B. : Il faut être concret et construire un grand projet social et citoyen avec le monde associatif, qui respecte leur raison d'être et inscrive leur participation à l'intérêt général et à la cohésion sociale de notre Métropole. Il faut plus de coopération bienveillante avec ce corps de la société réelle. Rester en contact et en phase ! Les militants doivent aider les élus à garder les pieds sur terre en les nourrissant par des retours, de l'exigence et des propositions. Ils doivent veiller à ce que les élus ne se tromper pas de direction quand ils doivent faire les choix structurants. Avec eux, la France Insoumise doit être un plus dans la majorité métropolitaine pour que nos politiques soient toujours plus justes!

Qu'est-ce que ce mandat d' élu métropolitain implique pour le militant politique que vous êtes ?

I.B. : La Métropole de Lyon est là en tant que collectivité à part entière. Il faut en faire le constat et s'impliquer dans sa gestion tout en gardant le lien à la Commune. Il y a plus de travail et d'enjeu dans la mesure où nous sommes aux manettes, dans la gouvernance. En tant que militant, j'essaie d'y faire avancer nos projets et nos idées, et de nourrir mon expérience, donc celle aussi de notre mouvement en renforçant son fonctionnement à l'échelle métropolitaine. Apprendre, transmettre c'est un pilier de l'action politique à La France Insoumise.



MOÏSE DIOP

Conseiller métropolitain des Lômes et Coteaux

Que retenir de cette première année de mandat à la Métropole de Lyon ?

Moïse Diop : *Pour moi, cette année a été une année de découverte intéressante. Élu de Givors durant quelques années, je suis passé d'une petite structure municipale à quelque chose de beaucoup plus grand. Les services y sont beaucoup plus nombreux, il y a bien plus de compétences à gérer et cela induit une organisation du travail différente, plus technocratique. C'est donc pour moi une vraie découverte, avec beaucoup d'intérêt, mais aussi peut-être avec de petits regrets.*

Dans cette grande structure, je n'ai pu que constater que les élus, après les élections continuent d'être en campagne, peut-être au sens

militaire du terme, au lieu de se plonger dans le travail. On n'échappe toujours pas aux critiques claniques et on n'essaie pas de construire ensemble. Et puis bien sûr, cette année aura aussi été l'année de la Covid-19 et du télétravail. Pour de nouveaux élus, subir cet isolement de la visioconférence, cette carence relationnelle, c'est très compliqué. C'est un isolement physique, mais aussi social voire politique. La relation humaine entre les partenaires est très différente, et ça finit par se ressentir dans la façon de remplir son mandat d' élu.

La Covid-19 a également imposé à l'exécutif de courir après l'actualité et de répondre aux urgences : précarité étudiante, aides au monde économique ou culturel... Tout ça avec des commissions parfois montées à la va-vite. Ça a finalement été une année de gestion de la crise dans l'urgence, très technique et pas très politique.

Cette crise sanitaire a-t-elle impacté vos mandats dans les autres instances ?

M.D. : *Il est certain que mon mandat au conseil de surveillance de l'hôpital de Neuville Fontaine a été complètement faussé par la situation sanitaire, rendant les réunions difficiles et les sujets souvent cantonnés à l'urgence de la Covid. J'espère sincèrement que l'année prochaine va permettre de travailler plus sereinement. Pour ce qui est des collègues, là encore la crise sanitaire nous a empêché de travailler sereinement. Toutefois, la discussion avec les conseils d'administration -notamment du fait de l'actualité difficile des collègues à Givors- nous a permis de relever quelques pistes pour valoriser la dimension sociale du monde associatif et sportif tout en apportant des référents adultes supplémentaires dans les collèges. A travailler !*

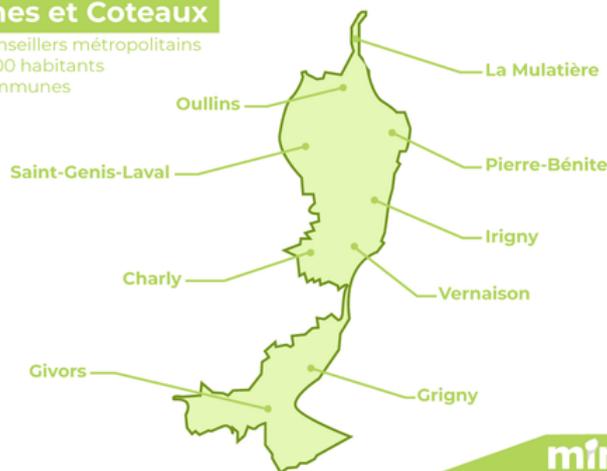
Au niveau du CHSCT de la métropole, par contre, le bilan est très positif. Le dialogue social apaisé mis en place par la Vice-Présidente Khelifi est nouveau pour le personnel, qui semble satisfait de ce changement. Les syndicats apprécient aussi d'avoir parmi les élu-e-s dans le collège administratif quelqu'un qui les écoute différemment. Forcément, mon passé de militant syndical et mon expérience m'offrent une paire d'oreilles inhabituelles dans ce collège ! La nouvelle Direction Générale a également permis de décloisonner complètement l'activité, et de permettre à chacun et à chacune d'avoir une vision globale et transversale de l'action métropolitaine. C'est une vraie démarche politique et je me félicite de ce chemin emprunté vers plus de transparence.*

Satisfait des combats menés aux côtés (et au sein) de la majorité ?

M.D. : *Il y a forcément quelques regrets, car nous avons été élus sur la base d'un projet de proximité. Or nous ne sommes aujourd'hui pas inclus, comme élus métropolitains, dans le travail des différentes CTM**. Pour autant, nous sommes tout aussi légitimes que les autres élus territoriaux. Notre champ d'influence est donc réduit, et il est vrai que c'est difficile pour nous d'être audibles en étant très minoritaires dans la majorité.*

Lômes et Coteaux

12 conseillers métropolitains
112'000 habitants
9 communes



Nous avons peut-être trop couru après les propositions des autres, et pas assez cherché à affirmer notre identité. Après, la situation sanitaire a sans doute rogné nos capacités à convaincre dans les relations humaines, dans les couloirs, les réunions, les commissions... Pour autant, on n'a pas été ridicules, ni dans nos comportements, ni dans nos interventions. Pour un groupe composé de 3 débutants sur 4, c'est plutôt une bonne chose !

Quels grands chantiers voyez-vous pour l'année à venir ?

M.D. : Sur la question de l'eau, on doit absolument faire entrer l'idée de la tarification à l'usage, avec les premiers mètres cubes gratuits pour que ce qui est indispensable à la vie ne soit pas marchand. Il faut le vulgariser sans que le débat soit trop technique, on doit garder une dimension politique à cette question.

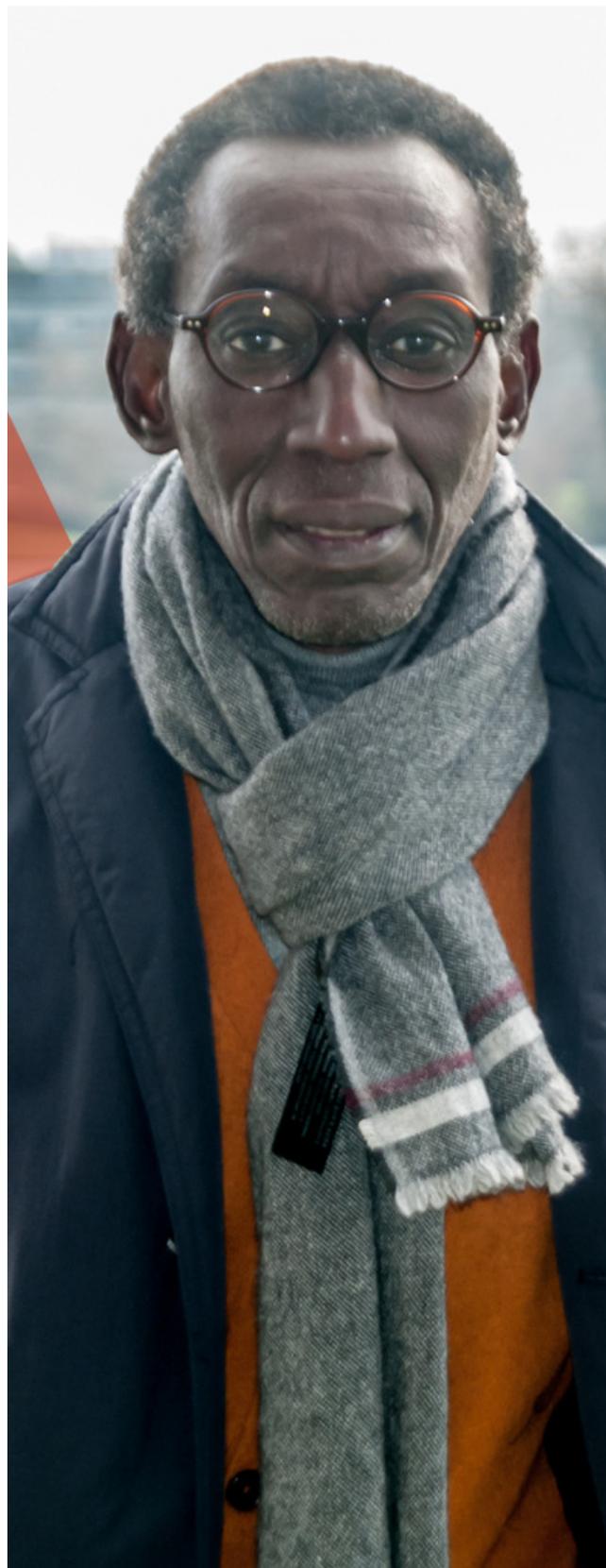
Il y a aussi un gros travail à faire sur la question des associations et entreprises d'insertion. Idir Boumertit fait un très gros travail là-dessus, et il va falloir l'épauler. C'est la même chose pour la question du logement, où il va nous falloir trouver de nouvelles façons de gérer la politique de logement pour créer du vivre-ensemble sans faire de la mixité imposée. C'est important d'avoir une vraie réflexion sur l'urbanisme et la population.

Sur la question des mineurs non accompagnés, j'aurais aimé qu'on puisse porter une voix différente, pour dire qu'il faut arrêter de s'écharper sur la question de la minorité et aller à la rencontre des différents acteurs pour voir comment organiser la prise en charge de ces jeunes migrants. De toutes façons on ne va pas les rejeter à la mer ! En tant qu'élus insoumis, on peut sans doute trouver un moyen de concrétiser la parole portée par les associations en propositions concrètes de mesures à prendre.

« La crise a mis en lumière certaines fragilités, mais elles préexistaient à la Covid-19. »

Je vois enfin un chantier important sur la question du monde associatif et du sport amateur. La métropole dispose de beaucoup de leviers et est à la croisée de bien des préoccupations : il faut trouver les compromis dynamiques qui aideront le tissu associatif très fragilisé à se revitaliser.

La crise a mis en lumière certaines fragilités, mais elles préexistaient à la Covid-19. Je suis donc plus que jamais persuadé qu'il faut un renouveau général de toutes les pratiques politiques. Les modes de fonctionnement sont très très figés, et on a un besoin urgent de plus de décroisement, de plus de travail collectif. De manière générale, cette année a conforté mes convictions militantes : vite, la VIème république !



FLORESTAN GROULT

Conseiller métropolitain de Lyon-Centre

Comment avez-vous vécu cette première année de mandat comme conseiller métropolitain ?

Florestan Groult : *C'était une première. Avec beaucoup de nouveautés comme toutes les premières, mais pendant une année pas comme les autres. Premier mandat, donc vraie découverte, riche et très dense, avec beaucoup de responsabilités, d'équilibres à trouver. Beaucoup d'exigences envers nous-même aussi, car on veut juste pas se planter. Et donc une première fois qui s'est déroulée dans un contexte de crise sanitaire mais surtout systémique qui révèle les fragilités déjà existantes encore un peu plus au grand jour. Qui révèle aussi que ce sont bien la plus part des conquies sociaux -pourtant largement critiqués depuis des décennies par le monde ultra libéral- qui étaient ce qui avait permis de tenir.*

Cette première, c'était aussi la prise en main d'une institution qui n'avait finalement connu que l'ère Collomb.

Oui, elle est remplie d'agent.e.s exceptionnels, très concerné.e.s par leur travail au service de l'intérêt général. Mais il y a aussi un système avec bcp d'inertie, de croyances limitantes, et l'élue n'est finalement qu'un rouage de cette grosse machine. Or, à notre niveau, en plus de transformer les politiques publiques, on souhaite aussi changer la politique. Il faut donc remettre les élu.e.s au premier plan, et rappeler l'importance du choix politique dans la fabrique de l'action publique qui est bien souvent pétrie de technocratie. Alors que le fonctionnement technocratique, c'est finalement le masque de la pensée ultra libérale dominante sous couvert de neutralité, qui réponds à des critères d'efficacité comptable mais pas forcément à des critères humains. On est au début d'un chantier énorme : il faut remettre du politique et du sens politique dans cette grande machine.

Enfin, cette première année elle permet aussi de voir que, bien qu'il y ait eu bcp de nouveaux élus, tout le monde s'est mis au niveau. Ça froisse un peu nos collègues de l'opposition qui avaient patiemment construit l'idée que seuls eux étaient aptes à gouverner. Qu'ils avaient le monopole du sérieux. Une stratégie pour imposer leurs idéologies quelque part. Or, on a fait bien plus en un an que parfois eux sur cinq. Ils se retrouvent à nous taxer d'amateurisme sur des brouilles, mais la vérité c'est qu'on met en branle des situations qui étaient figées auparavant, ou qui relève réellement de cette bifurcation dont tout le monde parle mais personne ne fait (même si hélas ce n'est pas toujours le cas, on peut le voir avec l'OL Arena, on en reparlera). Pour moi face à l'urgence de la situation économique, sociale, environnemental, on ne peut plus attendre, il ne faut pas hésiter à expérimenter, tester, sortir des décisions trop prudentes. Je relisais Bertolt Brecht récemment et il a à ce sujet une phrase très juste : « Celui qui combat peut perdre, mais celui qui ne combat pas a déjà perdu. ».

J'en reviens, à ce qu'on est tous et toutes complètement apte à gouverner, il faut déconstruire l'idée que la politique « c'est une affaire de pros ». Il y a beaucoup de fantasmes autour des élu.e.s, qu'il faut déconstruire. Ce sont des individus comme les autres, ni meilleurs, ni moins bon. Ils font le choix d'un engagement. D'ailleurs une autre citation me vient, de Albert Einstein cette fois : « on ne résout pas un problème, avec la pensée qui l'a engendré ». La 5 ième république a échoué, il est temps de la relever de ces fonctions.

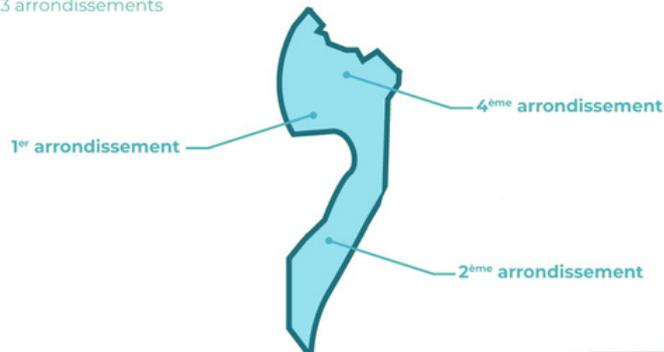
Quels enseignements pouvez-vous tirer de cette première année sur les six de votre mandat ?

F.G. : C'est bien de rappeler que cela ne fait qu'un an, car il est vrai qu'on a tout joué comme si on jouait notre vie et l'ensemble du mandat à chaque fois. Alors que bon... il nous reste encore 5 ans pour parvenir à nos objectifs. Le travail d'élue se situe à plusieurs niveaux. « Dans les murs » et « hors les murs ». « Dans les murs », il s'agit essentiellement du travail délibératif. Comment se fabrique cette délibération, quel poids on a dans sa formulation, et quelle décision de vote on prend in fine. L'ensemble des délibérations porte une large part de la politique publique. Celle que l'on souhaite faire entrer dans une transition sociale et écologique en profondeur. Comme toute transition, il y aura des moments d'instabilité. Je pense que l'un de notre rôle, dans la finalité comme dans la méthode, c'est de faire en sorte que les plus modestes et les plus vulnérables soient protégé.e.s, et le moins pénalisé.e.s possible par cette instabilité. Toute politique publique doit garder en son sein la capacité à réduire les inégalités.

Sur ce champ du mandat, la présidence de la commission Proximité, Environnement et Agriculture me permet d'autres perspectives. C'est beaucoup de travail, mais une commission thématique est un espace où la parole est beaucoup plus libre qu'au conseil. Cela n'offre pas forcément la possibilité de requalifier les délibérations mais j'ai pu y introduire la méthodologie que l'on défend dans l'Avenir en Commun. Notamment de redonner du sens politique à nos débats. J'y prends la posture inverse de celle dont souffre les députés FI à l'assemblée : l'opposition y reçoit volontiers la parole, ce qui va permettre un vrai débat d'idées, sans reculer, sans se dérober. Ça nous permet à tou-te-s de vraiment confronter nos idées. Et ça fonctionne ! On déconstruit certaines évidences et on peut y jouer la bataille des idées. Lorsque j'ai voulu faire l'exercice inédit d'une évaluation de l'espace précis que représentait cette commission, déjà ça a été accueilli positivement par tout le monde, mais en plus ça a montré la volonté partagée de poursuivre ce travail pour cette année.

Lyon-Centre

11 conseillers métropolitains
95'800 habitants
3 arrondissements



Être élu-e « hors les murs », c'est également un travail colossal. Chaque problématique est légitime, des milliers de citoyen-ne-s sont concerné-e-s et, du coup, c'est difficile de prioriser puisque précisément chaque situation se vaut étant donné qu'elle renvoie au réel d'un vécu, ce qui ne peut pas se hiérarchiser. Le travail « hors les murs » se scinde lui aussi en 2 espaces. Celui relatif à nos présences dans les structures ou groupes de travail institutionnel et l'autre, celui de notre action en circonscription au plus proche du terrain. Pour le premier, mes deux grands dossiers sont la régie publique de l'eau et la Vice-présidence à la prévention des inondations au SAGYRC*. Le second, le boulot d'élu de circonscription, m'est essentiel. Le suffrage universel direct implique une responsabilité vis-à-vis des citoyen-ne-s. On a cette responsabilité d'élu local pour servir d'intermédiaire avec la société civile (habitants, collectifs, assos...). Mon passé de militant associatif me permet de faire autant que possible l'interface entre l'institution et la société civile organisée. En comprenant mieux les logiques et cultures d'actions de chacun. L'idée est d'aider à les faire se dialoguer, alors même qu'on est en train de changer celle de l'institution.

Comment se passe le travail dans le groupe et dans la majorité ?

FG : Je travaille bien avec les 5 Vice-président-e-s au sein de ma commission. Et on travaille très bien avec la Vice-présidente Groperrin sur le dossier de la régie. En tant que groupe c'est plus complexe. On essaie de rester vigilants. On est que 4, c'est pas beaucoup. Malgré tout, je pense qu'on est utiles à la majorité à la place à laquelle on est. La vie du groupe, c'est 4 élus avec beaucoup de convictions et des parcours très différents, mais aussi 2 collaborateurs.ice.s qui nous ont bien accompagnés et que je tiens à remercier pour leur boulot. Voilà, on a eu la chance d'avoir 4, parfois 6 expériences différentes sur un même socle de conviction et, bien que cela fasse des discussions toujours un peu animées, la synthèse est belle.

Comment envisagez-vous votre deuxième année de mandat ?

F.G. : Il reste beaucoup à faire sur la régie publique de l'eau. On entre dans une année cruciale, dans laquelle il va falloir tenir bon sur le principe même de régie publique, et continuer d'infléchir des positions très figées sur le concept de bien commun, de droit d'accès à l'eau. On a posé les fondations et ouvert la porte.

« Notre rôle, dans la finalité comme dans la méthode, c'est de faire en sorte que les plus vulnérables soient protégé.e.s. Toute politique publique doit garder en son sein la capacité à réduire les inégalités. »

Mais le combat ne s'arrête pas là : toute la maison est à construire. Et il y a un enjeu très fort pour l'imprégner de l'idée qu'elle est l'instrument qui permet l'effectivité d'un droit : le droit à l'eau. J'aurais aussi un très gros morceau avec la démarche Concerto entamée avec le SAGYRC, et qui reprend tout ce qui m'anime dans l'Avenir en Commun. En tant qu'élu-e-s, on se retrouve à l'animation de la fabrication de l'intérêt général. Et ce travail d'animation de la prise de décision collective va être prenant.

Qu'est-ce que cette première année a changé dans le militant politique que vous êtes, et dans votre relation aux autres militant-e-s ?

F.G. : La relation aux militant-e-s, c'est un peu ce qui m'a manqué cette année, peut-être à cause de la situation sanitaire, ou à cause de ma situation personnelle. J'espérais faire un mandat hyper collectif, et puis le cours des choses en a décidé autrement. On va devoir beaucoup faire cette année pour remettre en place ce lien pour faire cause commune. J'insiste aussi qu'il faut laisser les militant-e-s être militant-e-s. Parfois on déplace des montagnes administratives pour obtenir quelque chose, ça prend du temps, on arrive super fier en attendant de la reconnaissance. Mais en fait, pour les associations, les militants, ce qu'on a obtenu c'est souvent quelque chose qui devrait être évident, ce n'est pas non plus une victoire politique d'envergure. Et ça ben il ne faut pas l'oublier, c'est légitime et c'est leur rôle de nous le rappeler.

Et enfin ne jamais oublier que tout est politique. Je dois quand même à cet effet remercier Ingénieurs Sans Frontières qui a été une vraie école pour moi en ce sens. En plus de 10 ans d'engagement, j'y ai appris, et je conforte cet apprentissage tous les jours : la neutralité n'existe pas, ce qu'on appelle neutralité c'est souvent la synthèse d'un modèle dominant qui cherche à rendre évident des choses qui ne le sont pas dans la défense de son propre intérêt. Le monde est politique, rien n'est neutre mais affaire de choix.

*SAGYRC : Syndicat intercommunal du Bassin de l'Yzeron



PROCHAINS DÉFIS

Quels vont être les principaux défis de notre deuxième saison ? Si bien entendu nous ne pouvons présager des urgences qui pourront arriver en cette période de crise, nous avons tout de même identifié trois grands défis dans lesquels nous entendons agir à vos côtés.

Cela ne circonscrit évidemment pas notre action à ces seuls trois thèmes, et nous serons attentifs à toutes les alertes que vous nous remontrerez. Si vous voulez attirer notre attention sur un combat ou aller plus loin et contribuer à porter les idées de l'Avenir en Commun à la Métropole de Lyon, vous pouvez nous contacter par mail sur : elus@groupemirs.fr

01. Transports et mobilités

La question va être essentielle en cette deuxième année de mandat, tant sur la question du renouvellement de la DSP pour les TCL que pour la consultation sur la ZFE.

 **Rejoignez les groupes de travail dédiés sur :**
<http://www.groupemirs.fr/groupe-de-travail/ZFE/>
<http://www.groupemirs.fr/groupe-de-travail/tarification-des-TCL/>

02. Régie publique de l'eau

Si la régie publique est d'ores et déjà actée, cette année sera cruciale pour en définir le fonctionnement et les grands principes.

 **Rejoignez le groupe de travail dédié sur :**
<http://www.groupemirs.fr/groupe-de-travail/regie-publique-de-leau/>

03. Vie associative

Grand oublié des différents plans de relance nationaux et métropolitains, le monde associatif aura plus que jamais besoin de notre soutien dans cette difficile année à venir.

 **Rejoignez le groupe de travail dédié sur :**
<http://www.groupemirs.fr/groupe-de-travail/monde-associatif/>



REMERCIEMENTS

Le travail effectué lors de cette première année n'aurait été possible sans le soutien et les efforts d'un certain nombre d'élu·e·s, de militant·e·s et de collectifs du Grand Lyon et d'au-delà. Nous tenions à l'occasion de ce premier rapport d'activité à les remercier sincèrement.

- À l'ensemble des militant·e·s du *collectif de soutien aux réfugiéEs et migrantEs Lyon-69*, du collectif *Eau Bien Commun AuRA* et du *collectif lyonnais pour la gratuité des transports en commun*;
- À l'ensemble des militant·e·s des groupes d'action de La France Insoumise;
- Aux élu·e·s insoumis et alliés des communes du Grand Lyon qui nous aident à appréhender les réalités de leurs territoires;
- À toutes celles et ceux qui nous ont accompagné au sein de nos groupes de travail;

**Un immense merci pour
votre soutien continu et
votre participation au
travail du groupe politique.**

Coordonnées :

Métropole insoumise, résiliente et solidaire

Hôtel de la Métropole

20, rue du Lac - 69003 Lyon

 www.groupepems.fr

 elus@groupepems.fr

 &  @groupepems